



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Avant-propos

M Alain Pouliquen, Simone Nidenberg

Citer ce document / Cite this document :

Pouliquen Alain, Nidenberg Simone. Avant-propos. In: Économie rurale. N°214-215, 1993. La fin du collectivisme agricole à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe ? Session de printemps 1992 organisée par Mme Simone Nidenberg et M. Alain Pouliquen. pp. 3-5;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_214_1_4518

Fichier pdf généré le 08/05/2018

AVANT-PROPOS

par

Alain Pouliquen* et Simone Nidenberg,**

organisateurs de la session

En prenant l'initiative de cette session sur les agricultures post-communistes d'Europe de l'Est, la SFER se lançait un rude défi.

D'une part en effet, le champ de réflexion est totalement bouleversé par une rupture **systemique** d'un type et d'une ampleur sans précédent historique. D'autre part, les dites "transitions" ainsi engagées sont **-en tant que telles-** dépourvues de théorie **globale** de référence pré-établie, qu'on puisse considérer comme vraiment adéquate aux plans explicatif, prédictif et propositionnel. A cet égard, les faits confirment aujourd'hui massivement - non pas l'inutilité et l'inconsistance- mais **l'insuffisance** radicale des visions initiales d'une possible généralisation purement **spontanée**, et rapide, de "l'économie de marché".

Le défi a été relevé avec succès. Ceci tient sans doute à l'ouverture de la session à des analystes, opérateurs et institutions concernés, de profils très divers, de l'Ouest et de l'Est. En effet, cette pratique traditionnelle de la SFER s'est avérée la plus adaptée au caractère pionnier et très complexe des réalités et des questions traitées. Celui-ci appelle prioritairement une réflexion **inductive**, partant des faits plutôt que de schémas pré-établis inspirés par et pour des systèmes stabilisés.

La réussite de l'opération se révèle, semble-t-il, dans les constats suivants :

* Malgré une absence de concertation préalable entre des participants d'horizons très divers, il s'en dégage clairement quelques messages forts, et **essentiellement** convergents, de compréhension et de perspectives des processus, ainsi qu'au plan propositionnel, bien qu'avec des nuances diverses.

* Cette convergence apparaît assez forte entre les participants de l'Est et de l'Ouest à ce colloque.

* En même temps, elle porte généralement sur des messages **originaux** qui renversent beaucoup de visions et schémas antérieurement dominants.

Sans prétendre nullement résumer la richesse analytique de ces messages, on peut tenter ci-après d'en dégager les éléments-clefs.

L'INERTIE DES STRUCTURES HERITÉES DE L'ÉCONOMIE ADMINISTRÉE

La forte inertie opposée par ces structures du secteur - particulièrement au niveau agricole - à la progression vers l'économie de marché et "l'Etat de droit", est un leitmotiv qui traverse la plupart des contributions, de manière récurrente.

- C'est ainsi que, si privées soient-elles, les fermes paysannes **polonaises** sont devenues en 40 ans, selon M. Halamska, des "symbiotes" de l'économie administrée, profondément inadaptées au nouveau milieu **systemique** en formation. M.C. Maurel analyse le jeu contradictoire de rapports sociaux et d'intérêts matériels, que génère aujourd'hui cette cohabitation conflictuelle de l'ancien et du nouveau, dans les campagnes polonaises. C'est, en effet, une clef majeure des blocages actuels et des futures dynamiques.

- Analogiquement **en Russie** les "symbiotes" sont, pour W. Kovalenko, les Kolkhozes et les Sovkhozes. Mais l'auteur soutient pourtant que ces derniers pourraient s'adapter efficacement au marché, si leur environnement infrastructurel et d'amont-aval devenait adéquat, et si des alternatives individuelles étaient **réellement** ouvertes à leurs membres.

Ne croyant pas à l'apparition prochaine de telles conditions en Russie, K.E. Waedekin envisage plutôt leur transformation en un "colonat public" (comme à la

* INRA, Centre de Montpellier

** Ministère de l'Agriculture, DERF

fin de l'Empire romain), c'est-à-dire leur contrôle durable par leurs anciens dirigeants et les apparatchiki locaux, sur un mode plus ou moins féodal. **De fait**, cette forme est déjà dominante et, combinée avec le monopole quasi-absolu en amont et en aval, bloque tout développement important des nouvelles fermes familiales **modernes**. Ces mêmes constats, et la supériorité économique (1) potentielle des fermes familiales amènent G. Chemelev à préconiser leur long soutien privilégié par l'Etat, paradoxalement. Mais W. Yefimov montre à quelles contradictions mènent une nouvelle agriculture privée ainsi générée.

M. Guglielmi, D. Granjon et O. Thouret révèlent aussi les mécanismes de cette inertie dans les grands complexes d'élevage subsistants en Roumanie et leurs conséquences désastreuses pour l'efficacité.

La difficulté particulière de privatiser les fermes d'Etat, notamment faute d'acheteurs potentiels, est bien analysée par M. Chmurak dans le cas polonais.

LE RISQUE ALTERNATIF DE DÉCOMPOSITION

Le risque de décomposition existe au niveau politique, comme l'a montré A. Tirapolsky dans sa présentation orale. En agriculture, l'exemple de la Roumanie est spécialement significatif :

L'**alternative à l'inertie** précédemment soulignée a été la **décollectivisation sauvage** massive des "coopératives" (kolkhozes) roumaines en 1991. En analysant finement le jeu local des acteurs de cette décollectivisation spontanée, M. Sivignon montre qu'elle a fait surgir massivement des microfundia primitives d'autosubsistance, aux droits de propriété encore incertains. M. Cosea montre qu'elle a, en fait, entraîné une grave décomposition des grands circuits agro-alimentaires (ex-étatiques) de collecte et de ravitaillement urbain. Y répondent difficilement de nouvelles incitations budgétaires (inflationnistes) aux opérateurs des filières, des restrictions à l'exportation et un gonflement important de l'agro-importation subventionnée et internationalement aidée, à caractère d'urgence alimentaire. Bien qu'à un moindre degré, cette décomposition des grands circuits concerne aussi la Bulgarie, comme l'indique D. Dontchev.

Le cas désormais très particulier de l'ex-RDA fournit à Benoît Petit l'autre contre-exemple inverse d'une restructuration efficace (bien que très récessive) autorisée par un contexte systémique global brutalement transformé par la réunification allemande.

CONSÉQUENCES : AJUSTEMENT RÉCESSIF ET CRISE FINANCIÈRE DE L'AGRICULTURE, CONCURRENCE DE L'IMPORTATION

Du fait de l'inertie structurelle et de la rigueur monétaire et budgétaire (2), une **réelle** transition fonctionnelle n'a été engagée en **Europe Centrale** (Hongrie, Pologne,

Tchécoslovaquie) qu'au prix d'un notable ajustement récessif [après un choc excédentaire initial (3)] et d'une crise financière de l'agriculture.

De manière convergente et plus ou moins développée, cette analyse est fournie (dans le cas d'une filière par C. Le Thiel et M. Snajder) par divers auteurs : M. Adamowicz, I. Palovics, Z. Lamzer, A. Pouliquen.

LES POLITIQUES AGRICOLES ÉMERGENTES ET NÉCESSAIRES

Cette analyse explique et conduit généralement ses auteurs à soutenir l'émergence de politiques agricoles actives, plus ou moins analogues à celles des pays occidentaux (surtout de la CEE et de l'AELE), en matière :

- de soutiens à la restructuration et à la privatisation graduelles du secteur agro-alimentaire dans ses diverses composantes, et au niveau des infrastructures. Parmi celles-ci, un grand rôle est joué par la **formation** des opérateurs, dont les ressources et les besoins sont évalués par P. Ruffio, C. Mouchet et J. Barloy, ainsi que par V. Gaiss (intervention orale). M. Gotesman décrit les actions, dans ce domaine, des organismes professionnels français du développement agricole.

- de régulation et protection des marchés agricoles intérieurs et des échanges internationaux. Ce deuxième volet fait l'objet d'une insistance logiquement spéciale dans le cas de la Hongrie fortement agro-exportatrice. En témoignent le rapport de I. Palovics, et celui de I. Ertsey et P. Mainsant sur une filière agro-alimentaire très exportatrice (le foie gras).

Les participants à la **table ronde finale** reprennent tous ce thème avec vigueur :

- M. Raffi : échec évident et caractère destructeur des premières approches ultra-libérales conseillées par l'Ouest qui ne se les applique pas, et de loin ; nécessité aussi de politiques de développement rural pour éviter des scénarios "latino-américains" d'exode rural massif.

- K.E. Waedekin souligne la **durée** inévitable des restructurations faisables, la nécessité de choix techniques et organisationnels **adaptés** à un contexte durablement différent de l'Ouest, entre autres celui de tailles "moyennes" d'exploitations, c'est-à-dire ni nécessairement familiales, ni géantes comme elles le sont au départ.

- J. Chambaud complète et illustre tout ceci à propos :

* du réseau complexe des opérateurs et services paragrains coopératifs, mutualistes, municipaux et régionaux à créer dans chaque pays selon des voies spécifiquement adaptées à son héritage socio-culturel ;

* des coûts globaux dramatiques d'une éventuelle dégradation irréversible de l'espace rural et de l'autonomie alimentaire de ces pays.

1. Mais il s'agit aussi d'une stratégie socio-politique visant -comme sous Stopyne au début du siècle- à enracer sociologiquement dans les campagnes, l'économie de marché et la démocratie (Remarque de A. Pouliquen).

2. Conduisant un rétrécissement initial du marché intérieur et à des taux d'intérêts prohibitifs en agriculture.

3. Aggravé par l'effondrement du CAEM et des capacités de paiement soviétique en pétrole et en dollars.

L'ÉTROITESSE DES RESSOURCES BUDGETAIRES

En même temps, tous les auteurs précédents constatent l'**étroitesse des ressources budgétaires et macro-économiques** de telles politiques agricoles. Ceci à la fois du fait de la récession globale "de transition", de la montée correspondante du chômage, et du poids encore élevé de l'agriculture dans l'économie, et de celui de la dette extérieure.

Sans doute est-ce la position **relativement** bonne de la Tchécoslovaquie dans tous ces domaines qui inspire un ton plus optimiste que d'autres à Z. Lamzer, en matière de politique structurelle. Mais plus généralement, on souligne (entre autres, A. Simantov) que la récession **globale** a une responsabilité majeure dans les difficultés d'adaptation de l'agriculture et que seule une reprise **globale** permettra de les dépasser à grande échelle. On notera que depuis cette session de la SFER, cette reprise semble s'amorcer en Europe Centrale, surtout en Pologne et en ex-Tchécoslovaquie, dans les secteurs non agricoles.

LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

L'évolution des **marchés internationaux** et de leurs cadres institutionnels est une autre condition cruciale. A cet égard, les simulations économétriques de D. Van Den Mensbrugge (et coll.) prévoient une réduction considérable de l'agro-importation soviétique, avec diminution consécutive des prix mondiaux. On notera (A. Pouliquen) que ceci serait défavorable aux agro-exportations d'Europe Centrale, en particulier de la Hongrie et renforcerait l'actuelle tendance des autres pays au repli sur l'autosuffisance ou sur une légère agro-importation nette, limitée par des protections accrues aux frontières.

Outre certains rapports (Adamovics, Pouliquen,...), la Table ronde apporte d'autres précisions et recommandations sur ce thème :

- F. Rueff, à propos des services rendus par le négoce privé international à l'agro-exportation des pays d'Europe Centrale vers l'ex-URSS et les Balkans, notamment sous forme d'opérations triangulaires. Ceci compte tenu des protections maintenues de la PAC et de la plupart des autres pays occidentaux.

- A. Simantov rappelle qu'une libéralisation relative et graduelle des échanges internationaux agricoles avec la CEE, l'AELE, et à l'intérieur de la zone, reste une condition :

* de progression économique globale

* de stabilité socio-politique à l'Est, menacée par les tensions nationalistes, et par les risques d'une "Europe à deux vitesses" (Raffi).

Mais, souligne F. Rueff, un marché commun plus ouvert aux PECOs leur sera également moins avantageux que dans sa version actuelle.

- E. Lhommel, enfin, prévoit la formation d'ensembles régionaux radicalement nouveaux de complémentarités régionales ("Triangle" d'Europe Centrale, Mer Noire, etc...).

Enfin, on doit signaler l'insistance (notamment de G. Raffi mais aussi de A. Giroux, dans sa communication orale) sur les handicaps supplémentaires dont se sont encombrés les PECOs, en priorisant **la terre** dans leurs processus de privatisation de l'agriculture. Ceux-ci en sont considérablement alourdis, compliqués et ralentis, alors qu'aucune rationalité entrepreneuriale n'est généralement espérée des nouveaux propriétaires juridiques du sol, en tant que tels.

* *
*

Au total, cette session nous a fourni une entrée relativement cohérente, et adéquatement diversifiée, dans les réalités et problèmes majeurs des agricultures d'Europe de l'Est, à l'aube de leurs "transitions" post-communistes. Elle a aussi fortement contribué à renouer des liens d'interconnaissance entre les économistes ruraux de l'Ouest et de l'Est de l'Europe, dans le contexte radicalement renouvelé de l'après-communisme. Ces nouveaux réseaux constitueront un atout précieux pour les dynamiques d'intégration mutuelle des deux Europes que nous souhaitons tous aider (4).

4. Divers intervenants, dont J. Maddison dans sa communication orale, ont évoqué les efforts entrepris en Occident pour institutionaliser ces liens, en particulier, le programme PHARE.